

Le cas du Cameroun à travers *Bilinguisme et Contact des Langues* de William Francis Mackey

Introduction

Bilinguisme et Contact des Langues de William Francis Mackey a été publié en 1976 aux éditions Klincksieck à Paris alors que l'auteur travaillait au sein du Centre international de recherche sur le bilinguisme à l'université de Laval, Québec. Cette province semble un endroit idéal pour approcher le problème du bilinguisme de par son environnement sociolinguistique. Le sujet abordé dans cet ouvrage a fait et fait encore couler beaucoup d'encre et les actualités (belges entre autres) suffisent à prouver son caractère éminemment actuel. Le bilinguisme soulève énormément de questions et l'une des difficultés pour le cerner réside dans la transdisciplinarité que requièrent ces dernières (p.10). De plus, la dimension subjective du bilinguisme lui fait revêtir des formes extrêmement variées en fonction de l'histoire de chaque individu concerné. Dans son avant-propos, Mackey met en avant les soucis méthodologiques et les difficultés à traiter un tel sujet. En effet, l'un des préambules majeurs mais non moins problématiques consiste à définir en introduction ce qu'est « le bilinguisme ». Après une revue succincte des études antérieures, Mackey le définit comme « l'alternance de deux ou plus de deux langues » (p.9) et non comme un « équilinguisme » (p.14). Le contact de plusieurs communautés unilingues différentes est pour lui à la source de ce bilinguisme.

Toujours traité de manière périphérique et non comme objet principal d'une étude, le bilinguisme est ici présenté comme un « problème » : « Universalité du problème », « Complexité du problème », « Actualité du problème ». Or, le bilinguisme serait statistiquement une caractéristique majoritaire de par le monde et plus paradoxalement une spécificité plus marquée in vivo dans les pays officiellement désignés comme « unilingue », les dialectes étant exclus de l'étude. L'étude de la répartition des langues dans le monde montre une prévalence des langues indo-européennes et une tendance vers la standardisation due au développement des systèmes de communication. A l'inverse de cette standardisation, l'« irrédentisme linguistique » ou affirmation des langues locales, s'explique par un désir d'affirmation local d'ordre politico-culturel. Cependant, une « dépendance linguistique », est inévitable, notamment afin d'accéder au savoir et à l'information. Dans ce but, les langues internationales telles que « l'anglais, le français, l'allemand, et le russe » (notons que l'espagnol est de moindre importance pour Mackey) sont garantes d'une certaine puissance politique. Cependant, le recours à ces « langues fortes » (p.19) brouille la démarcation entre « frontière politique » et « frontière linguistique », les langues pouvant être communes à plusieurs états frontaliers comme l'anglais au Cameroun occidental que l'on retrouve au Nigeria voisin. Ce pays doit son statut linguistique si particulier à une histoire qui l'a façonné et qui a mené un bilinguisme officiel à côtoyer une réalité linguistique fonctionnelle si particulière que ce pays est souvent cité en exemple dans les travaux sur le bilinguisme, y compris l'ouvrage de Mackey. Avoir grandi au Cameroun a été une expérience unique culturellement, socialement, mais également linguistiquement. Elle a été source d'ouverture aux autres et de respect de la différence. Elle est également le point de départ d'un bilinguisme, voire d'un multilinguisme individuel.

I. Historique : Un partage inégal pour un état bi-culturel, bi-lingue

La situation linguistique au Cameroun est assez singulière. Bien que les Portugais furent les premiers « blancs » à fouler le sol camerounais en 1472, c'est finalement l'Allemagne qui colonisa le « Kamerun » en 1884, laissant pour seul vestige le palais du gouverneur allemand en plein cœur de Douala, actuelle capitale économique. Suite à la Première Guerre Mondiale et à la défaite Allemande, la Société des Nations en confia le mandat à la France ainsi qu'au Royaume-Uni qui l'administrèrent jusqu'à son indépendance au début des années 1960. C'est de ce passé colonial que lui viennent ses deux langues officielles actuelles. Cependant, parler de bilinguisme au sujet du Cameroun est problématique à plusieurs niveaux de par son manque certain d'homogénéité, voire ne semble pas complètement approprié.

La scission historique évoquée plus haut est à replacer dans son contexte géographique et linguistique. Le pays est partagé comme suit :



Les zones camerounaises et limitrophes francophones correspondent aux nuances de bleu alors que les zones anglophones sont matérialisées dans des nuances de rouge. La Guinée-équatoriale au sud, laissée en blanc est considérée bilingue français / espagnol.

Cette carte permet de se rendre compte du déséquilibre entre les deux langues, représentatives de différences bien plus profondes, qu'elles soient politiques, culturelles... Elle permet également de comprendre le désir de rattachement des zones septentrionales au Nigeria, anglophone lors du plébiscite organisé par l'ONU en 1961. Le Cameroun occidental, lui, s'est uni à l'ex-Cameroun français. La constitution du 1^{er} octobre 1961 entérine ainsi la naissance linguistique du Cameroun dès son premier article, deuxième alinéa :

"Les langues officielles de la République fédérale du Cameroun sont le français et l'anglais »

C'est ainsi qu'est apparu l'état camerounais « bilingue » contemporain, défiant les définitions de « frontière politique » et de « frontière linguistique » (p.20) : à un même pays correspondent deux langues nationales, langues qui se prolongent à l'extérieur des frontières politiques de ce même pays. Plutôt qu'un état bilingue où les deux langues nationales officiellement établies comme telles par l'article cité ci-dessus, il s'agit d'un pays biculturel et « bi-lingue » néologisme dans lequel le trait d'union prendrait tout son sens, c'est à dire celui de deux langues qui coexistent, se côtoient sans jamais réellement se mélanger. En effet, la

¹ Carte par Aaker [CC-BY-SA-3.0-2.5-2.0-1.0 (www.creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0)], via Wikimedia Commons

barrière culturelle entre les anglophones et les francophones semble infranchissable en dépit des efforts (souvent vains, faute de moyens) du gouvernement camerounais pour mettre en place des écoles bilingues. La majorité écrasante de francophones (presque 80% de la population) implique une omniprésence de la langue dans les médias. Quelques journaux sont publiés en deux langues, dont le Cameroon Tribune, journal bilingue pro-gouvernemental et qui a longtemps été le seul autorisé sur le territoire. Cameroon Radio-TéléVision (CRTV) émet depuis 1985 et elle est la seule chaîne de télévision autorisée, étroitement liée au parti au pouvoir, le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC), comme sa consœur radiophonique (CRTV Radio) qui émet un tiers de ses programmes en anglais et les deux tiers en français !

Le président actuel, Paul Biya (en poste depuis 1982) appartient à cette majorité francophone et a fait ses études en France. En guise d'exemple de bilinguisme national, les seuls mots d'anglais que l'on n'ait jamais entendu de lui consistent dans le fameux « I do so swear » (« Je le jure ») lorsqu'il prête serment après sa réélection devant le Président de l'Assemblée National qui l'interroge en français sur ses engagements auprès du peuple camerounais. Beaucoup de Camerounais interprètent cela comme un moyen de se défausser et de contourner la force illocutoire du serment. Ainsi, ce qui aurait pu sembler être lié au bilinguisme étatique, ne fait finalement que creuser le fossé entre les langues et les cultures d'état.

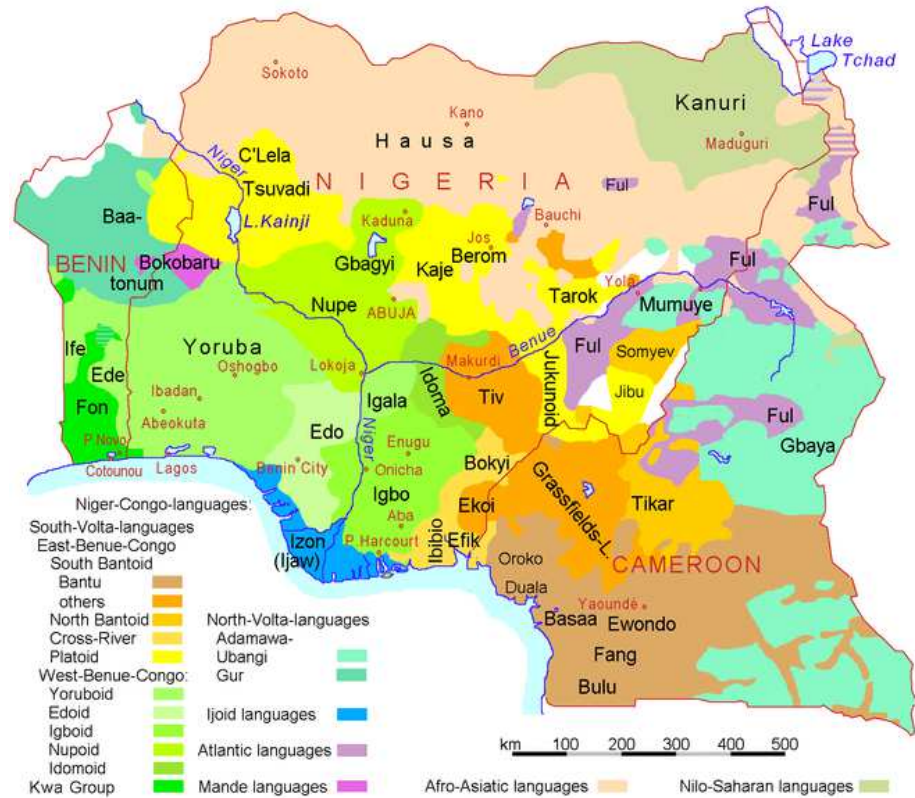
Les langues léguées par l'occupant colonialiste sont des « langues fortes » comme les nomme Mackey (p.19). Elles permettent d'accéder à un savoir international pour « les nouveaux états africains (p.14), à la culture, à l'information, au monde en fonctionnement de par leur statut international. Ainsi, elles sont tout particulièrement la langue d'une élite dirigeante (p.18) parmi laquelle on peut trouver des individus véritablement bilingue. Cependant, ce bilinguisme est rarement de naissance, il est généralement acquis au cours d'études à l'étranger où ces élites se sont formées. Le bilinguisme individuel reste donc un épiphénomène, sporadique dans ce pays qui se dit bilingue.

De par cette répartition inégalitaire des deux langues et les antagonismes culturels sous-jacents, la situation s'est envenimée au point de jouer contre ce bilinguisme individuel. La communauté francophone accède aisément au savoir (p.17), aux médias ainsi qu'aux infrastructures en général. Il n'y a donc aucune nécessité pour elle de tendre dans la réalité vers le bilinguisme officiel. A l'inverse, en dehors du Cameroun occidental, l'anglophonie est assez peu répandue, impliquant une « dépendance linguistique » (p.18) pour les natifs de cette langue et la nécessité d'apprendre le français afin d'accéder à certaines infrastructures, notamment dans l'enseignement supérieur, bien que les offres anglophones aient connu un essor avec l'ouverture en 1993 de l'Université de Buéa, seule université strictement anglophone. On assiste alors au phénomène décrit par Mackey (p.14) : la zone anglophone faisant preuve de bilinguisme, il y a d'autant moins nécessité pour les francophones d'apprendre l'anglais, ce qui creuse un peu plus le déséquilibre et peut à terme engendrer dans le meilleur des cas l'assimilation du groupe bilingue par le bloc unilingue en position dominante car « indépendant linguistiquement » (p.21). Dans la pire des optiques, c'est un « conflit national » (p.20) qui est à craindre, comme en Inde. En effet, cette situation est source d'animosité, voire de conflits entre les deux cultures et ces antagonismes s'étendent par-delà les frontières.

II. Bilinguisme et diglossie

Outre son bilinguisme officiel, le Cameroun est un pays très dense linguistiquement. Selon les sources, on recense entre 200 et 300 langues locales dont le bamoun, le bankon,

l'éton, l'ewondo, le douala, le bassa, le yabassi, le dibom, le mbang, le bakwéri, le bulu, le peul, le bamiléké ou encore le ghomala' pour ne citer que les plus courantes, réparties principalement entre les langues chamito-sémitiques (ou afro-asiatiques) comme notamment le haoussa, très répandu, les langues nigéro-congolaises telles le peul et le bantou, les langues nilo-sahariennes et les langues bantoues comme suit :



2

Ces langues correspondent à des ethnies locales et semblent avoir une égale importance, aucune ne se détachant au point de préfigurer une langue capable de forger une unité nationale à l'instar des langues officielles actuelles (p.102). Elles ne coïncident pas toujours avec les découpages administratifs. Ces ethnies locales (surtout à l'Ouest du pays) reconnaissent davantage l'autorité du chef du village (notamment à Bafoussam) lui-même soumis aux décisions du sultan (en l'occurrence, celui de Foumban). C'est donc, pour la zone concernée, le sultanat qui règne et est reconnu par cette ethnie (dont l'une des caractéristiques réside dans ce fond linguistique commun) en dépit d'un gouvernement présidentiel national. Il y a donc un décrochage dans l'autorité reconnue et celui-ci est renforcé par les infrastructures de la vie quotidienne. L'école est quelque chose de coûteux qui n'est pas mis en place dans les villages les plus reculés (qui n'ont pas d'avantage accès à l'électricité, à l'eau courante... et dont les villageois s'ils croisent par chance des câbles électriques ou téléphoniques les coupent et s'en servent comme de liens pour tenir leurs fagots de paille !) De même l'accès aux soins se limite bien souvent en dehors des grandes villes au guérisseur du village. Le français ou l'anglais ne s'apprennent donc pas en dehors des villes et n'appartiennent donc qu'aux citadins, ou à une élite. Ainsi, phénomène des plus étranges, comme le fait remarquer Mackey (p.75) 'Le bilinguisme [y] est constitué de langues non indigènes ». Ce choix, semble avoir eu pour but initial de créer un « bilinguisme fédératif » (ibidem) pour reprendre la terminologie de Mackey dans un état lui-même fédératif puisque le Cameroun a été un état

² Carte par Ulamm [GFDL (www.gnu.org/copyleft/fdl.html) or CC-BY-SA-3.0-2.5-2.0-1.0 (www.creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0)], via Wikimedia Commons

fédéral de la fin de sa colonisation à 1972 (date de l'adoption de la Constitution Unitaire par référendum).

Au mieux, pour les individus qui ont eu la chance de recevoir une instruction, assiste-t-on à une diglossie (pp.378-9), dichotomie très marquée entre la langue native usuelle et l'anglais ou plus généralement le français, langue administrative, qui permet d'accéder aux infrastructures nationales, voire au travail dans les grandes villes. Il faut également pointer du doigt que ces langues ou dialectes africains (le consensus ne semble pas atteint en la matière mais la locution « langues indigènes » proposées par Mackey p.109 semble tout à fait pertinente) sont de tradition orale, ce qui en limite les possibilités d'enseignement et les cantonne au statut de langues transmises et non apprises. Ceci est un argument pour le recours à une langue commune qui possède une tradition écrite, comme l'anglais et le français dans tous les domaines où une trace écrite s'avère nécessaire (enseignement, mais également communication (médiat...), commerce, etc) De plus, si chaque langue indigène devait être représentée sur la carte scolaire en fonction de l'implantation des ethnies qui le parlent, on arriverait rapidement à un véritable casse-tête. Quand on constate la difficulté d'ouvrir une école au Cameroun et de la faire fonctionner sur du long terme, comment imaginer y faire représenter les 200 à 300 dialectes présents dans le pays, avec les moyens qui leur sont liés en terme d'infrastructures, de personnel? La notion d' « école bilingue » proposée par le gouvernement Biya et son manque de réalité sur le terrain suffisent à prouver la gageur du pari.

III. Le devenir linguistique du Cameroun

Cependant, cette situation est propice à un certain « irrédentisme linguistique » (pp17, 160, 164) qui se manifeste à plusieurs niveaux, reflétant ceux des différentes strates de multilinguisme qui caractérisent ce pays. Par « irrédentisme linguistique » il faut entendre dans le cas du Cameroun des revendications et affirmations linguistiques de « minorités » (pour reprendre la terminologie de Mackey p.43) linguistiques qui ne s'expriment pas dans la langue nationale majoritaire, le français. Il y a tout d'abord les demandes incessantes pour tendre vers le bilinguisme franco-anglais officiel qui n'est en rien un bilinguisme de fait. Cela passe par une meilleure représentativité dans les médias mais également une administration accessible dans les deux langues ainsi que la création d'écoles bilingues et tout ce que cela implique (infrastructures physiques, formation des enseignants...). C'est finalement l'application d'un « principe de personnalité » (p.82) et non du « principe de territorialité » (p.83) actuel qui semble mobiliser cette communauté minoritaire, c'est-à-dire, la possibilité d'utiliser cette langue nationale qu'est l'anglais dans tout le pays et non uniquement dans cette zone restreinte que sont les deux provinces anglophones. Certains efforts ont été faits durant les dernières décennies en ce sens mais le manque de moyen est toujours patent et très limitant. La réforme de 1993 déjà évoquée a permis l'ouverture et l'officialisation d'une université publique anglophone (Université de Buéa) et d'universités bilingues. L'enseignement supérieur public et privé est depuis lors en pleine expansion. Le gouvernement Biya affiche une volonté de tendre vers ce bilinguisme, volonté souvent mise en doute par la communauté anglophone. Par ailleurs, l'anglais parlé au Cameroun relève de ce que l'on nomme « Pidgin English », c'est-à-dire une langue vernaculaire dérivée de l'anglais et simplifiée qui n'est pas sans rappeler le créole. L'anglophonie, excepté chez les élites intellectuelles n'est donc plus exactement l'anglais colonisateur, il est en appropriation par la culture locale et en évolution.

On assiste également depuis quelques temps en milieu urbain dense à l'émergence d'un « camfranglais », mélange d'anglais, de Pidgin English et de langues indigènes d'un point de vue lexical, le tout sur fond de syntaxe française. On assiste en cela à une

interpénétration des langues (p.308) qui suit de très près le processus d' « entropie des codes en évolution » (pp.311-312), tout particulièrement liée au caractère oral des langues indigènes et du Pidgin English. C'est une langue essentiellement utilisée par les jeunes, plutôt francophones, ce qui explique peut-être son caractère assez peu stabilisée d'un point de vue morphologique et syntaxique. Le camfranglais est donc en pleine construction et en évolution constante. Il est apparu au lendemain de la réunification des zones francophones et anglophones au début des années 1970 et a connu un réel essor dans les années 1990. La crainte actuelle est que ce camfranglais dont l'importance ne cesse de croître vienne à remplacer le véritable bilinguisme français-anglais. Preuve de la place grandissante du camfranglais, des publicités sont diffusées dans cette langue et des artistes (notamment des chanteurs) contribuent à la rendre plus populaire encore. A titre d'exemple voici quelques paroles scandées par le rappeur Koppo dans son premier album « Je go » (2004) :

« Si tu vois ma +ngo+ (copine, de girl), dis-lui que je +go+/Je +go+ chez les +Watt+ (Blancs) nous +falla+ (chercher) les +do+ (argent)/La galère du Kamer (Cameroun) toi-même tu +know+ (sais). » (Koppo)

Ainsi assiste-t-on peut-être depuis quelques dizaines d'années à la naissance d'une langue nouvelle, plus emblématique de l'identité camerounaise que ne le sont actuellement chacune des langues officielles.

CONCLUSION

Le statut linguistique particulier du Cameroun et ses frontières linguistiques en particulier ont évolué de pair avec les frontières politiques, que ce soit au niveau local ou au niveau national. Aujourd'hui encore, ces deux aspects sont fondamentaux dans le quotidien camerounais. La zone anglophone du pays reste le secteur le plus problématique. Des deux Cameroun administrés par la Grande-Bretagne, la zone septentrionale a choisi d'intégrer le Nigéria, d'une plus grande proximité linguistico-culturelle, dès le référendum de 1961. Quant à la deuxième zone plus au Sud, elle est l'objet, aujourd'hui encore de moult controverses. Le 22 novembre 2011, Ban Ki-moon, Secrétaire Général de l'ONU, recevait à New-York la « Commission Mixte Cameroun-Nigéria » afin d'arbitrer le litige territorial actuel dans la zone anglophone. Selon les vœux de Secrétaire Général de l'Onu et des représentants officiels des deux pays, la situation pourrait trouver une solution finale pour la fin 2012. La position délicate du point de vue linguistique de la région semble avoir dépassé ce seul domaine et n'être que la face visible de l'iceberg dont la partie immergée serait composée de facteurs socio-politico-économiques tout aussi complexes.

Cela pose la question des mouvements séparatistes qui sur une base linguistique ou culturelle peuvent avoir des répercussions très importantes sur l'existence même d'un pays. La description par Mackey (p.49) du processus qui a mis le Nigéria à feu et à sang est d'autant plus pertinente que le pays jouxte le Cameroun et que les ethnies concernées sont les mêmes. Ce séparatisme peut éventuellement prendre la forme d'un rattachement à une communauté frontalière plus proche culturellement (partageant en l'occurrence les mêmes ethnies, les mêmes langues...) comme le Nigéria, mais peut également mener à une scission pure et simple. La déclaration d'indépendance du 31 décembre 1999 de la République d'Ambazonie est très éloquente. Cette république est sans avenir puisqu'elle n'a jamais été reconnue par la communauté internationale. Sa revendication à un droit d'auto-détermination (p.65) repose sur le fait que le système fédératif du Cameroun est arrivé à son terme avec la proclamation de la « République du Cameroun » qui a fait suite en 1984 à la « République unifiée du Cameroun ». Or, pour Fon Gorji-Dinka, leader du mouvement indépendantiste, la région des « Cameroun du Sud » n'a jamais été concertée et subit depuis lors l'annexion de facto et l'occupation de son territoire par le Cameroun. Cet état potentiel mesure environs

43 000 Km² avec de six à huit millions d'habitants selon les sources, la vision la plus pessimiste étant imputable au recensement national camerounais. A titre de comparaison, cet état serait comparable à la Suisse en termes de superficie et de population (41 284,57 Km² pour 7 785 806 habitants). L'aspect géographique du Cameroun pour toutes ces raisons est encore susceptible d'évolution. Le pays, la nation, à l'instar de cette langue naissante qu'est le camfranglais, sont encore très jeunes et ont beaucoup à construire, pour se construire.

L'ouvrage de Mackey pose des pré-requis incontournables pour l'analyse de la situation linguistique du Cameroun. La différence établie entre bilinguisme individuel, bilinguisme étatique et diglossie y est particulièrement pertinente. Il date de 1976, donc bien avant l'avènement et la popularisation d'Internet. Il serait intéressant de connaître l'impact actuel et futur de ce nouveau moyen de communication. S'il semble pour l'heure difficile pour des raisons matérielles d'en imaginer la propagation en dehors des grands centres urbains du pays, on peut lire cependant sur les forums de discussions les revendications linguistiques de la jeunesse camerounaise. Cela constitue par ailleurs un accès formidable vers le savoir, la communication, la culture, les médias, l'information... soit tous les domaines d'utilisation qui font intervenir et se figer la langue. Reste à savoir ce que les générations montantes du pays feront de cette arme à double tranchant qui peut tout autant aider à s'affirmer des langues minoritaires comme entraîner une standardisation linguistique encore plus profonde et plus rapide.

Bibliographie

Avigdor, Farine (1968) « Le Bilinguisme au Cameroun » in, *Revue Canadienne des Études Africaines*, Vol. 2, No. 1 (printemps 1968), pp. 7-12)

Mackey, William F. (1976) *Bilinguisme et Contact des Langues* Coll : (Initiation a la linguistique, série B : Problèmes et méthodes ; 5). Paris : Klincksieck

Mackey, William Francis (2000) « Prolégomènes à l'analyse de la dynamique des langues ». *Diversité Langues*. Vol. V

Forje, John W. (1984) “The One and indivisible Cameroon” in, *Canadian Journal of African Studies*, Vol. 18, No. 3, 660

Nkoum-Me-Ntseny Louis-Marie (1996) « Dynamique de positionnement anglophone et libéralisation politique au Cameroun: De L'identité à l'identification » in, *Identité Politique et Démocratisation au Cameroun*, Revue Polis, Centre d'étude d'Afrique noire à Bordeaux France, vol. 1 Février 1996)

Pages Internet :

Camercouncil. – Language, Education and History <<http://camercouncil.org/>> (consulté le 05/12/2011)

Jeune Afrique. - Avec le "camfranglais", les jeunes Camerounais inventent leur langage <<http://www.jeuneafrique.com/actu/20101020T085536Z20101020T085529Z/>> (consulté le 06/12/2011)

Centre d'actualité de l'ONU. - Cameroun-Nigéria : Ban Ki-moon salue les progrès sur le litige frontalier <<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=26952&Cr=Cameroun&Cr1=Nig%E9ria>> (consulté le 06/12/2011)